

La domination numérique

PHILIPPE DE GROSOIS, *Les batailles d'Internet. Assauts et résistances à l'ère du capitalisme numérique*, Montréal, Écosociété, 2018, 264 pages

Mathieu Gauthier-Pilote

Volume 12, numéro 3, été 2018

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/88392ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gauthier-Pilote, M. (2018). Compte rendu de [La domination numérique / PHILIPPE DE GROSOIS, *Les batailles d'Internet. Assauts et résistances à l'ère du capitalisme numérique*, Montréal, Écosociété, 2018, 264 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 12(3), 20–21.

LA DOMINATION

Mathieu G...
Président

PHILIPPE DE GROSBOIS

LES BATAILLES D'INTERNET. ASSAULTS ET RÉSISTANCES À L'ÈRE DU CAPITALISME NUMÉRIQUE

Montréal, Écosociété, 2018, 264 pages

L'auteur, qui enseigne la sociologie au collégial depuis une quinzaine d'années, signe son premier essai avec *Les batailles d'Internet. Assaults et résistances à l'ère du capitalisme numérique*, publié en début d'année aux éditions Écosociété¹. Les lecteurs et les lectrices d'*À bâbord!* le connaissaient déjà pour ses nombreux articles publiés dans cette revue depuis 2007, notamment sur les enjeux du numérique.

Avec son livre², De Grosbois veut nous montrer qu'Internet est une construction sociale, qu'il est modelé «par des forces sociales, économiques et politiques très concrètes et contingentes». Le réseau des réseaux n'est pas un pur objet technique extérieur à nous : nos décisions individuelles et collectives à son endroit ont influencé, influencent et continueront d'influencer son développement et ses impacts, positifs ou négatifs, sur l'être humain et sa société.

Pour De Grosbois, il importe de nous extirper collectivement d'un «faux débat», plus passionné que raisonné, qui nous invite à choisir entre deux visions ou approches «fatalistes» d'Internet : l'utopie technophile, selon laquelle Internet est une force positive intrinsèquement «démocratique» et dérangeante pour les pouvoirs en place, et la dystopie technophobe, dans laquelle les technologies numériques se retournent inévitablement contre l'être humain, incapable d'arrêter le mouvement qui soumet tous les aspects de sa vie – mêmes les plus intimes – à la logique marchande du capitalisme 2.0 de la Silicon Valley.

Les deux approches, qui «ne se contredisent qu'en surface», ont le défaut de considérer Internet comme «un lieu homogène et stable» hors du social. Puisque tout n'est pas encore «déterminé» et qu'Internet est «le champ de plusieurs batailles», l'enjeu central pour l'auteur est de savoir si nous laisserons «le réseau devenir un appareil de domination, de contrôle et de division des citoyen-ne-s» ou au contraire si nous saurons «réaliser pleinement les potentialités d'un réseau de communication décentralisé qui serait entretenu et développé par et pour la population».

Pour répondre à la question il faut faire «l'étude critique des rapports de force qui existent au sein du réseau» entre les divers acteurs sociaux (grandes et moins grandes entreprises privées, États, mouvements sociaux, individus influents, etc.) qui se livrent bataille pour le contrôle d'Internet. Avec son ouvrage, De Grosbois espère susciter, au Québec, la publication d'analyses politiques et sociales plus approfondies d'Internet, analyses mieux renseignées notamment sur les mouvements sociaux des hackers, des libristes et des «adeptes du pair-à-pair», qui depuis des années s'activent sur tous les fronts (politique, social, économique et technologique) pour freiner les dérives sécuritaires de nos États et la gloutonnerie marchande et impérialiste des Google, Apple, Facebook, Amazon et autres Microsoft.

Quelles sont ces batailles d'Internet? L'auteur nous fait visiter le théâtre de quelques-unes d'entre elles dans les chapitres 2 à 7 du livre, qui suivent la courte histoire sociale d'Internet du premier chapitre. Les batailles qui sont le mieux circonscrites et le mieux traitées par De Grosbois sont celles pour la culture ou plus exactement l'industrie culturelle (chapitre 2), la liberté d'expression et ses «nouvelles frontières» (chapitre 3), le journalisme (chapitre 4) et la vie privée face à la nouvelle réalité de la surveillance globale (chapitre 5). Les batailles pour la politique (chapitre 6) et «le passage de l'immatériel au matériel» (chapitre 7) sont moins bien circonscrites dans leur sujet et peut-être pour cette raison moins bien traitées. Le septième chapitre est particulièrement fourre-tout : environnement, Internet des objets, intelligence artificielle, économie des plateformes numériques, pair-à-pair, communs, revenu universel... vastes questions qui méritent plus que 25 pages.

Le cadre d'analyse de l'auteur, qui fait la part belle aux mouvements sociaux, a le grand mérite de réintroduire une partie de la complexité des enjeux réels du numérique en débat depuis les années 1990. Par exemple, s'agissant de la culture, nos principaux médias nous ont généralement dépeint un affrontement binaire entre les industries culturelles et les «pirates». De Grosbois présente des acteurs mal connus du public québécois comme le mouvement Creative Commons et les «pirates» eux-mêmes, qui ne sont pas tous des adolescents sans idées politiques. Grâce à ces acteurs, sont restitués dans la discussion légitime des enjeux de première importance comme l'érosion du domaine public, la prolifération de dispositifs de verrouillage numérique (DRM) incompatibles avec nos droits fondamentaux et les nouveaux pouvoirs dont le public dispose en matière de culture grâce à Internet et qu'on s'efforce de lui confisquer en bloquant la réforme du droit d'auteur.

PHILIPPE DE
GROSBOIS

LES BATAILLES D'INTERNET

Assaults et résistances
du capitalisme numérique



¹ Fait rare dans le monde de l'édition québécoise institutionnalisée, la page des mentions légales du livre indique que «le texte sera placé sous licence Creative Commons (CC BY-NC-ND) à partir du 1^{er} janvier 2021.» J'ignore malheureusement l'effet juridique de l'omission du numéro de version de la licence choisie... Cela devrait probablement être corrigé par l'éditeur pour éviter toute confusion, surtout qu'il n'y a pas de lien web vers la licence en question.

² De Grosbois a donné aussi sur la base de son livre un cours public de l'Upop Montréal, de février à avril 2018, à la Station Ho.st.

ON NUMÉRIQUE

Authier-Pilote
de FACIL

Ce même cadre d'analyse, s'il permet de réinsérer des voix injustement marginalisées dans nos débats de société à propos d'Internet, montre cependant ses limites en disant finalement assez peu de choses sur nos principaux acteurs politiques (gouvernements, élus, partis, etc.) et institutionnels (CRTC, CAI, etc.) et sur leurs positionnements et projets respectifs. Le faire eut pourtant servi la thèse principale de De Grosbois en démontrant, si c'était nécessaire, à quel point les analyses des acteurs publics au Québec et au Canada ne tiennent pas compte des perspectives très riches (et parfois même des propositions très abouties et concrètes) des hackers et des libristes politisés. Un livre qui ferait la synthèse des batailles d'Internet livrées dans nos parlements, nos tribunaux et nos partis politiques complèterait utilement l'essai de De Grosbois.

Pourquoi a-t-on si peu tenu compte de la voix des hackers et des libristes au Québec?

Est-ce parce qu'ils ne sont pas assez nombreux chez nous? Parce que leurs mouvements, leurs idées et leurs projets sont mal connus? Parce que le Québec s'enfonce dans le provincialisme et délaisse les grandes questions qui relèvent principalement de l'État fédéral canadien? Il y a là un véritable terrain d'enquête sociologique. De Grosbois se pose assurément

des questions à ce sujet, mais il n'y répond pas dans *Les batailles d'Internet*. Il signale par contre le malheureux retard du Québec dans la compréhension des enjeux du numérique en plus d'émettre le souhait – à plusieurs endroits dans son livre, mais surtout dans la conclusion – d'une rencontre entre les hackers, les libristes, les adeptes du pair-à-pair et les «mouvements sociaux plus anciens (syndicalisme, féminisme, antiracisme, écologisme, etc.)» de manière à «se protéger contre un repositionnement du capitalisme qui s'adapterait, de nouveau, à certaines de ses critiques». Des liens étroits entre ces mouvements devront être noués notamment pour remporter toutes les victoires nécessaires au développement d'un «Internet libre et commun», qui fait l'objet de plusieurs pistes de réflexions et propositions d'action de la part de l'auteur au chapitre 8.

Un «Internet libre et commun»? Il faut entendre un réseau «contrôlé par et pour la population plutôt que par les grandes entreprises ou les États». Les pistes et propositions avancées dans ce chapitre vont pour l'essentiel dans la bonne direction, mais elles méritent, comme l'admet l'auteur, «d'être approfondies et raffinées», surtout en ce qui a trait à la «nationalisation» ou la «municipalisation» des infrastructures réseaux. Il ne peut être question de propriété publique que pour les technologies filaires ou satellitaires coûteuses et difficilement décentralisables et dans ces cas particuliers il faut très

clairement distinguer, ce que ne fait pas l'auteur, les opérateurs du réseau Internet. Dire qu'il n'y aura dorénavant qu'un seul fournisseur d'accès Internet (FAI) national ou municipal n'est pas du tout la même chose que dire que les FAI passeront dorénavant par de grandes infrastructures de fibre optique qui seront, sur un territoire donné, de propriété publique³. Par ailleurs, l'étude sérieuse d'un tel projet ne pourra véritablement commencer que lorsqu'il sera chiffré. Il faudra entre autres démontrer que les investissements publics des Québécois seront suffisants pour suivre autant la demande que la cadence des progrès en matière de fibre optique.

Indépendamment des réseaux de fibre optique ou des satellites et de leurs propriétaires, il est souhaitable selon moi que l'État soutienne le développement d'infrastructures sans fil de voisinage dont les équipements seront la propriété privée des internautes. Ces équipements permettent de construire des réseaux maillés communautaires (comme le guifi.net catalan), qui en retour permettent de ne passer par des FAI que lorsque c'est vraiment nécessaire.

En conclusion: faut-il lire *Les batailles d'Internet*? Oui, je crois que ce sera une lecture fort utile pour beaucoup de gens: technophiles, technophobes ou autres. Ce que je retiens le plus personnellement de l'essai de De Grosbois c'est son appel à la production au Québec de nouvelles analyses politiques et sociales d'Internet. En plus de l'ouvrage de synthèse des batailles

d'Internet livrées dans nos parlements, nos tribunaux et nos partis politiques, évoqué plus haut, nous avons cruellement besoin de multiplier les écrits de qualité sur plusieurs questions d'une importance critique pour le Québec: Quelle est notre marge de manœuvre réelle dans le Canada fédéral s'agissant d'Internet? La langue de travail dans les métiers du numérique sera-t-elle toujours l'anglais? Concernant cette deuxième question, il est incontestable que le déferlement numérique qui s'impose à nous dans un esprit purement marchand et uniformisant depuis l'épicentre de la Silicon Valley n'est pas l'ami des droits linguistiques et culturels des peuples. Est-il possible de travailler en français au Québec quand on choisit l'industrie du numérique, où l'unilinguisme anglais est aussi hégémonique que dans les sciences? La bataille pour la liberté de programmer les ordinateurs dans sa langue maternelle (ou du moins celle de son éducation) reste entièrement à faire...

3 De Grosbois fait heureusement la distinction entre nationaliser les FAI et nationaliser les grandes infrastructures filaires dans son article de la revue *Relations*, repris le 10 avril dans la section «Idées» du quotidien *Le Devoir*.

